



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents**

Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Valérie Cops, *Échevin(e)* ;  
Eloïse Defosset, Suat Kuraoglu, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Conseillers communaux*.

**Séance du 21.12.17**

---

**#Objet : Modification du statut pécuniaire du personnel communal : Octroi d'abonnements STIB gratuits aux agents communaux, indemnité pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail et prime piétons pour les déplacements domicile-travail, subventionnés par la Région.#**

---

Séance publique

**Rémunérations**

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-17/9283mav, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 1999 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail ;

Vu l'arrêté royal du 3 septembre 2000 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes publics dans les frais de transport des membres du personnel ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2017 modifiant l'arrêté du Gouvernement du 1<sup>er</sup> décembre 2016 octroyant aux communes bruxelloises un subside de 3.500.000,00€ pour l'année 2016 couvrant partiellement le remboursement aux agents communaux de leurs frais de déplacement entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 2017 octroyant aux communes bruxelloises un subside de 5.500.000,00€ pour l'année 2017 couvrant partiellement le remboursement aux agents communaux de leurs frais de déplacement entre leur domicile et leur lieu de travail ;

Vu la lettre de Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 septembre 2017 portant frais de déplacement ;

Vu le protocole d'accord n° 2017/5 du Comité Particulier de Négociation qui s'est réuni le 8 décembre 2017 ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante :

### **Section 16 Frais de transport public**

#### **A. Régime général.**

#### **Article 76 Modalités de remboursement**

1. Il est accordé une intervention dans les frais d'abonnement supportés par les agents communaux, sans distinction de rémunérations, lorsqu'ils utilisent un moyen de transport en commun public pour effectuer régulièrement un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail et un déplacement pour revenir de ce lieu de travail à leur résidence.
2. L'intervention est garantie quelle que soit la distance parcourue à partir de la halte de départ.
3. Le paiement de l'intervention dans les frais de transport a lieu à l'expiration de la durée de validité du titre de transport et contre remise de ce titre.

#### **Article 77 Transports en commun public par chemin de fer.**

Pour le transport organisé par la Société nationale des chemins de fer belges, l'intervention dans le prix de la carte train assimilée à l'abonnement social est égale à 88 % de ce montant pour une carte train deuxième classe.

#### **Article 78 Transports en commun publics autres que le transport par chemin de fer.**

- a. Le prix de l'abonnement est proportionnel à la distance parcourue (TEC, De Lijn)

Pour le transport urbain et suburbain organisés par les sociétés régionales de transports publics, l'intervention dans le prix de l'abonnement, lequel est proportionné à la distance parcourue, qu'elle soit déterminée en kilomètres ou en zones, est fixée à 88 % de ce prix.

- b) Le tarif est fixe, quelle que soit la distance (STIB)

En cas de tarif fixe, quelle que soit la distance, l'intervention est fixée à 80 % du prix réel de l'abonnement à l'exception des enseignants : 100%.

#### **Article 79 Transports en commun publics combinés**

- a. Lorsque le membre du personnel combine plusieurs moyens de transport en commun publics pour se rendre de sa résidence à son lieu de travail et qu'il n'est délivré qu'un seul titre de transport pour couvrir la distance totale, l'intervention est égale au montant de la contribution au prix de la carte train assimilée à l'abonnement social visé à l'article 77.
- b. Dans tous les cas autres que celui visé à l'article 79a, ou quand le titre de transport est également valable comme abonnement urbain à un réseau, quelle que soit la distance, l'intervention globale pour la distance totale est égale à la somme des différentes interventions déterminées conformément aux règles fixées aux articles 77 et 78.

### **Section 17 Indemnité pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail.**

### **Article 80**

Le présent règlement s'applique aux membres du personnel statutaire et contractuel, ainsi qu'au personnel enseignant.

### **Article 81**

**Les membres du personnel visés à l'article 80 qui utilisent leur bicyclette pour effectuer un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail, et vice versa, ont droit, lorsqu'ils parcourent au moins un kilomètre pour le trajet dans un sens, à une indemnité de 0,20 € par kilomètre parcouru.**

**Ce montant peut être indexé par décision de la Région.**

~~Les membres du personnel visés à l'article 80 qui utilisent leur bicyclette pour effectuer un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail, et vice versa, ont droit, lorsqu'ils parcourent au moins un kilomètre pour le trajet dans un sens, à une indemnité de 0,145 € par kilomètre parcouru.~~

~~Ce montant est adapté à l'indice des prix à la consommation du Royaume à l'aide du coefficient prévu à l'article 178 § 2 du Code des impôts sur les revenus 1992. Après application du coefficient, ce montant est arrondi au cent supérieur ou inférieur selon que le chiffre des millièmes atteint ou non 5.~~

### **Article 82**

L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou être postérieure à l'utilisation complémentaire des transports en commun publics. La même indemnisation est donc accordée aux membres du personnel qui utilisent leur bicyclette pour se rendre de leur domicile à un arrêt de transport en commun et/ou d'un arrêt de transport en commun à leur lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

### **Article 83**

L'indemnité ne peut toutefois jamais être cumulée avec une intervention dans les frais de transports publics pour le même trajet et au cours de la même période. Si les deux types de moyens de transports, vélo et transports en commun, sont utilisés alternativement au cours d'un mois, pour le même trajet, et que des demandes de remboursement pour ces deux moyens de transports sont introduites, priorité sera donnée au remboursement de l'intervention dans l'abonnement de transports publics.

### **Article 84**

~~L'octroi de l'indemnité est réservé aux membres du personnel qui justifient l'usage de la bicyclette pour plus de la moitié des jours effectivement prestés au cours d'un mois.~~

**L'octroi de l'indemnité est réservé aux membres du personnel qui justifient l'usage de la bicyclette pendant au moins 5 jours de travail au cours d'un mois.**

### **Article 85**

Les membres du personnel intéressés doivent d'abord introduire une demande d'obtention de cette indemnité.

Ils communiquent le relevé détaillé du parcours qu'ils suivront et auquel ils doivent, après acceptation, strictement se tenir.

Ils communiquent également le calcul détaillé du nombre de kilomètres qu'ils doivent parcourir, par trajet aller-retour.

L'Administration doit agréer le parcours à suivre et la distance.

Le nombre de kilomètres aller et retour est arrondi au chiffre supérieur.

L'intervention est plafonnée à la distance calculée par le programme «Via Michelin » option trajet en vélo.

Ce programme privilégie les itinéraires cyclables les plus sûrs.

**Article 86 Liquidation de l'indemnité.**

Les membres du personnel bénéficiaires établissent un état mensuel indiquant les jours où ils ont effectué des déplacements à vélo.

Après vérification, le service de paiements est chargé de la liquidation de l'indemnité sur base du nombre de kilomètres préalablement agréé dans la demande d'obtention et du nombre de jours d'utilisation de la bicyclette.

La liquidation doit se faire au moins chaque mois.

L'indemnisation ne peut, en aucun cas, être supérieure à l'intervention de l'Administration dans le remboursement des frais d'abonnement des transports publics pour le même trajet.

**Article 87 Répression des fraudes.**

Le membre du personnel peut en cas de fausses déclarations ou de pratiques frauduleuses, outre des actions pénales et disciplinaires, être obligé de rembourser en tout ou en partie les indemnités déjà perçues ; une exclusion temporaire ou définitive du système de l'indemnité de bicyclette peut par ailleurs lui être imposée.

**B. Régime particulier subsidié par la Région.****1. Abonnements annuels Stib-Région ou Mtb-Région.****Principe**

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018, chacun des agents communaux aura accès gratuitement aux transports en commun bruxellois au travers d'un abonnement STIB entièrement pris en charge par le biais d'un subside régional.

L'attribution de ces abonnements est donc subordonnée à l'octroi du subside de la Région.

Seules les factures tiers-payant STIB seront remboursées par la Région.

**Personnel visé**

Tous les agents communaux statutaires ou contractuels rémunérés par la Commune, à durée déterminée ou indéterminée et indépendamment du caractère partiel ou plein de leur temps de travail.

Les agents en congés de maladies, de maternité... peuvent bénéficier de l'abonnement tiers payant remboursé par la Région.

Les enseignants subventionnés pour lesquels le coût des abonnements est déjà remboursé par la Fédération Wallonie Bruxelles ne sont pas repris.

Tout membre du personnel pour lequel le coût des abonnements est déjà pris en charge par un autre pouvoir subsidiant ou tutélaire est exclu.

**Types d'abonnements annuels octroyés.**

- Abonnements annuels Région/Stib (tarif Région) démarrant au 1<sup>er</sup> du mois (291,50 € TVAC au 01/10/2017).

- Abonnement annuels Région/MTB Quote-part (367,29 € TVAC au 01/10/2017), démarrant au 1<sup>er</sup> du mois.

La Région rembourse le coût de l'abonnement Stib dans le prix de l'abonnement MTB.

La part MTB est à charge de l'agent.

- Convention Tiers-Payant obligatoire. (Convention Région).

**Procédure**

a. Personnel non abonné à la STIB.

L'administration commande les nouveaux abonnements sur les nouveaux codes Tiers-Payant Région (STIB) et Région Quote-Part (MTB) via le « Business Portal » de la STIB.

Si le bénéficiaire ne dispose pas de carte Mobib personnelle, celle-ci sera commandée et combinée à l'abonnement.

Le prix de la carte (5€ au 01/10/2017) est à charge de l'Administration et non remboursé par la Région.

En cas de perte, le prix de la nouvelle carte est à charge de l'agent.

En cas de vol, confirmé par une attestation de la police, le prix de la nouvelle carte est à charge de l'Administration.

b. Personnel déjà abonné à la STIB (mensuels, annuels, MTB)

Commande des nouveaux abonnements sur les nouveaux codes Tiers-Payant Région (STIB) et Région Quote-Part (MTB)

c. Personnel bénéficiant d'abonnements combinés (STIB +SNCB/TEC ...)

Il y aura lieu de scinder les deux abonnements.

A l'échéance de l'abonnement combiné, commande de nouveaux abonnements annuels STIB ou MTB au tarif Région et commande séparée d'un abonnement SNCB ou TEC... par l'agent.

2. Indemnité pour l'utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail subsidiée par la Région.

Le présent règlement s'applique aux membres du personnel statutaire et contractuel, ainsi qu'au personnel enseignant rétribués par l'Administration communale.

Tout membre du personnel pour lequel l'indemnité est déjà prise en charge par un autre pouvoir subsidiant ou tutélaire est exclu.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er qui utilisent leur bicyclette pour effectuer un déplacement de leur résidence à leur lieu de travail, et vice versa, ont droit, lorsqu'ils parcourent au moins un kilomètre pour le trajet dans un sens, à une indemnité de 0,20 € par kilomètre parcouru.

Ce montant peut être indexé par décision de la Région.

L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou être postérieure à l'utilisation complémentaire des transports en commun publics. La même indemnisation est donc accordée aux membres du personnel qui utilisent leur bicyclette pour se rendre de leur domicile à un arrêt de transport en commun et/ou d'un arrêt de transport en commun à leur lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

L'indemnité pour l'utilisation de la bicyclette peut être cumulée avec l'octroi d'un abonnement gratuit STIB. Les deux seront intégralement pris en charge par la Région.

L'octroi de l'indemnité est réservé aux membres du personnel qui justifient l'usage de la bicyclette pendant au moins 5 jours de travail au cours d'un mois.

Les membres du personnel intéressés doivent d'abord introduire une demande d'obtention de cette

indemnité.

Ils communiquent le relevé détaillé du parcours qu'ils suivront et auquel ils doivent, après acceptation, strictement se tenir.

Ils communiquent également le calcul détaillé du nombre de kilomètres qu'ils doivent parcourir, par trajet aller-retour.

L'Administration doit agréer le parcours à suivre et la distance.

Le nombre de kilomètres aller et retour est arrondi au chiffre supérieur.

L'intervention est plafonnée à la distance calculée par le programme «Via Michelin » option trajet en vélo. Ce programme privilégie les itinéraires cyclables les plus sûrs.

#### Liquidation de l'indemnité.

Les membres du personnel bénéficiaires établissent un état mensuel indiquant les jours où ils ont effectué des déplacements à vélo.

Après vérification, le service de paiements est chargé de la liquidation de l'indemnité sur base du nombre de kilomètres préalablement agréé dans la demande d'obtention et du nombre de jours d'utilisation de la bicyclette.

La liquidation doit se faire au moins chaque mois.

#### Répression des fraudes.

Le membre du personnel peut en cas de fausses déclarations ou de pratiques frauduleuses, outre des actions pénales et disciplinaires, être obligé de rembourser en tout ou en partie les indemnités déjà perçues ; une exclusion temporaire ou définitive du système de l'indemnité de bicyclette peut par ailleurs lui être imposée.

### 3. Octroi d'une prime piéton subsidiée par la Région pour les déplacements domicile-travail.

Le présent règlement s'applique aux membres du personnel statutaire et contractuel, ainsi qu'au personnel enseignant rétribués par l'Administration communale.

Tout membre du personnel pour lequel la prime piéton est déjà prise en charge par un autre pouvoir subsidiant ou tutélaire est exclu.

Les membres du personnel visés à l'alinéa 1er qui effectuent à pied le déplacement de leur résidence à leur lieu de travail, et vice versa, ont droit, lorsqu'ils parcourent au moins un kilomètre pour le trajet dans un sens, à une prime de 0,20 € par kilomètre parcouru.

Ce montant peut être indexé par décision de la Région.

Le déplacement à pied peut précéder ou être postérieure à l'utilisation complémentaire des transports en commun publics. La même indemnisation est donc accordée aux membres du personnel qui se rendent à pied de leur domicile à un arrêt de transport en commun et/ou d'un arrêt de transport en commun à leur lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

La prime piéton peut être cumulée avec l'octroi d'un abonnement gratuit STIB. Les deux seront intégralement pris en charge par la Région.

L'octroi de la prime piéton est réservé aux membres du personnel qui justifient d'un déplacement à pied

pendant 5 jours de travail au cours d'un mois.

Les membres du personnel intéressés doivent d'abord introduire une demande d'obtention de la prime piéton.

Ils communiquent le relevé détaillé du parcours qu'ils suivront et auquel ils doivent, après acceptation, strictement se tenir.

Ils communiquent également le calcul détaillé du nombre de kilomètres qu'ils doivent parcourir, par trajet aller-retour.

L'Administration doit agréer le parcours à suivre et la distance.

Le nombre de kilomètres aller et retour est arrondi au chiffre supérieur.

L'intervention est plafonnée à la distance calculée par le programme «Via Michelin » option trajet à pied.

#### **Liquidation de la prime.**

Les membres du personnel bénéficiaires établissent un état mensuel indiquant les jours où ils ont effectué des déplacements à pied.

Après vérification, le service de paiements est chargé de la liquidation de la prime sur base du nombre de kilomètres préalablement agréé dans la demande d'obtention et du nombre de jours de déplacement à pied.

La liquidation doit se faire au moins chaque mois.

#### **Répression des fraudes.**

Le membre du personnel peut en cas de fausses déclarations ou de pratiques frauduleuses, outre des actions pénales et disciplinaires, être obligé de rembourser en tout ou en partie les primes piétons déjà perçues ; une exclusion temporaire ou définitive du système de la prime piétons peut par ailleurs lui être imposée.

#### **Dispositions finales.**

Priorité sera donnée aux nouveaux outils de mobilité de la Région (abonnements Stib, indemnité bicyclettes et prime piétons).

Le remboursement des abonnements STIB, des indemnités bicyclettes et des primes piétons se fera au courant de l'année budgétaire suivante sur base de justificatifs présentés par l'Administration communale et le CPAS à la Région. Le remboursement se fera intégralement à l'Administration communale qui transfèrera le montant destiné au CPAS.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 26 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 21 décembre 2017

Le Secrétaire communal,  
Par délégation,  
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,

Philippe Jacques

Christophe Magdalijns





**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**  
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig**

Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
Christophe Magdalijns, *Burgemeester d.d.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Schepenen* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Elise Willame, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, Olivier Jung, *Gemeenteraadsleden* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Valérie Cops, *Schepen* ;  
Eloïse Defosset, Suat Kuraoglu, Iliassou Amadou Moumouni, Valérie Schneider, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 21.12.17**

---

**#Onderwerp : Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeente personeel : Toekenning van gratis MIVB abonnementen aan de gemeenteagenten, vergoeding voor het fietsgebruik voor woon-werkverkeer en voetgangerspremie voor de verplaatsingen woonplaats-werk, gesubsidieerd door het Gewest.#**

---

Openbare zitting

**Bezoldigingen**

DE RAAD

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, refert 17.04.97/A/023, houdende « nieuw geldelijk statuut van het gemeente personeel », beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 1997, refert 002-17/9283mav, van de voogddienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien het koninklijk besluit van 20 april 1999 houdende toekenning van een vergoeding voor het gebruik van de fiets voor woon-werkverkeer ;

Gezien het koninklijk besluit van 3 september 2000 tot regeling van de tegemoetkoming van de Staat en van sommige openbare instellingen in de vervoerkosten van de personeelsleden ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2017 tot wijziging van het besluit van de Regering van 1<sup>er</sup> décembre 2016 tot toekenning van een subsidie van 3.500.000,00€ aan de Brusselse gemeenten voor het jaar 2016 om voor een deel de terugbetaling te dekken van de woon-werkverplaatsingskosten van hun personeelsleden ; ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 juni 2017 tot toekenning van een subsidie van 5.500.000,00€ aan de Brusselse gemeenten voor het jaar 2017 om voor een deel de terugbetaling te dekken van de woon-werkverplaatsingskosten van hun personeelsleden ;

Gezien de brief van 14 september 2017 van de Heer Minister Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende reiskosten ;

Gezien de akkoordovereenkomst nummer 2017/5 van het onderhandelingscomité dat vergaderde op 8 december 2017 ;

Op voorstel van het Schepencollege ;

Gelet op de artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

**BESLIST:**

Zijn beraadslaging van 17 april 1997 houdende Sociaal Handvest – Nieuwe geldelijk statuut van het gemeentepersoneel als volgt te wijzigen :

**Afdeling 16 Tussenkost in de vervoerkosten.**

**A) Algemene regeling.**

**Artikel 76 Terugbetalingsmodaliteiten**

1. Om geregeld een verplaatsing te maken van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk en omgekeerd wordt aan de personeelsleden van de gemeente zonder onderscheid van bezoldiging die van een gemeenschappelijk openbaar vervoermiddel gebruik maken, een tegemoetkoming in de door hen gedragen kosten van het abonnement verstrekt.
2. De tussenkost wordt gewaarborgd ongeacht de afgelegde afstand vanaf de vertrekhalte.
3. De uitbetaling van de tegemoetkoming in de vervoerkosten gebeurt bij het verstrijken van de geldigheidsduur van het vervoersbewijs en tegen afgifte van dit bewijs;

**Artikel 77 Gemeenschappelijk openbaar treinvervoer.**

Voor het vervoer georganiseerd door de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, is de tegemoetkoming in de prijs van de treinkaart geldend als sociaal abonnement gelijk aan 88 % van het bedrag voor een treinkaart tweede klasse.

**Artikel 78 Gemeenschappelijk openbaar vervoer, ander dan het treinvervoer**

- a. De prijs van het abonnement is evenredig aan de afgelegde afstand (De Lijn, TEC)

Voor het stads-en streekvervoer georganiseerd door de gewestelijke maatschappijen voor openbaar vervoer wordt de tegemoetkoming in de prijs van het abonnement, evenredig aan de afstand en ongeacht of deze in kilometers of in zones wordt bepaald, vastgesteld op 88 % van deze prijs.

- b. De tarief is vast, ongeacht de afstand (NMBS)

Bij vast tarief, ongeacht de afstand, wordt de tegemoetkoming vastgesteld op 80 % van de werkelijke prijs van het abonnement.

**Artikel 79 Gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer**

- a. Wanneer het personeelslid verscheidene gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen gebruikt om zich van zijn verblijfplaats naar de plaats van zijn werk te begeven, waarbij één vervoersbewijs wordt afgeleverd voor het geheel van de afstand, is de tegemoetkoming gelijk aan het bedrag van de bijdrage in de prijs van de treinkaart, geldend als sociaal abonnement bedoeld in artikel 77.
- b. In alle andere gevallen dan bedoeld in artikel 79a, of wanneer het vervoersbewijs eveneens geldig is als stadsabonnement op een net ongeacht de afstand, is de globale tegemoetkoming voor het geheel van de afstand gelijk aan de som van de onderscheiden tegemoetkomingen vastgesteld

overeenkomstig de regels bepaald in de artikelen 77 en 78.

## **Afdeling 17 Vergoeding voor het fietsgebruik voor woon-werkverkeer**

### **Artikel 80**

Het huidige reglement is toepasselijk voor de statutaire en contractuele personeelsleden, evenals het onderwijzend personeel.

### **Artikel 81**

**De in artikel 80 bedoelde personeelsleden die voor de verplaatsing van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk, en omgekeerd, gebruik maken van hun fiets en daarbij voor het traject in één richting tenminste één kilometer afleggen hebben recht op een vergoeding van 0,20 € per afgelegde kilometer.**

**Dit bedrag kan door beslissing van het Gewest geïndexeerd worden.**

~~De in artikel 80 bedoelde personeelsleden die voor de verplaatsing van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk, en omgekeerd, gebruik maken van hun fiets en daarbij voor het traject in één richting tenminste één kilometer afleggen hebben recht op een vergoeding van 0,145 € per afgelegde kilometer.~~

~~———— Dit bedrag wordt aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk aangepast met behulp van de coëfficiënt vermeld in artikel 178 § 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992. Na de toepassing van de coëfficiënt wordt dit bedrag afgerond tot de hogere of lagere cent naargelang het cijfer van de duizenden al dan niet 5 bereikt.~~

### **Artikel 82**

Het fietsen mag voorafgaan aan of volgen op aanvullend gebruik van gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen.

Dezelfde vergoeding is dus toegekend aan de personeelsleden die hun fiets gebruiken om zich van hun woonplaats naar een halte van het gemeenschappelijk vervoer of van de halte van het gemeenschappelijk vervoer naar hun werkplaats te begeven, voor zover het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer ertoe dient om zich naar de werkplaats te begeven en dat de afstand tussen de woonplaats of de werkplaats en de halte van het gemeenschappelijk vervoer minstens één kilometer bedraagt.

### **Artikel 83**

De vergoeding mag echter nooit gecumuleerd worden met tegemoetkoming in de kosten van het openbaar vervoer voor hetzelfde traject en tijdens de zelfde periode.

Als de twee types van vervoermiddelen, fiets en openbaar vervoer, voor hetzelfde traject en tijdens een maand afwisselend gebruikt worden en dat voor deze beide vervoermiddelen aanvragen tot terugbetaling worden ingediend zal de voorrang worden verleend aan de tussenkomst in het abonnement van het openbaar vervoer.

### **Artikel 84**

~~De toekenning van een vergoeding is voorbehouden aan de personeelsleden die binnen de maand gedurende minstens de helft van de effectieve geïmplementeerde werkdagen hun fiets gebruiken.~~

**De toekenning van de vergoeding is voorbehouden aan de personeelsleden die het gebruik van de fiets gedurende minstens 5 werkdagen in de loop van een maand rechtvaardigen.**

### **Artikel 85**

De betrokken personeelsleden moeten eerst een aanvraag voor het bekomen van deze fietsvergoeding indienen. Zij vermelden de gedetailleerde opgave van de reisweg die zij zullen volgen en waarvan zij zich na aanvaarding strikt dienen te houden.

Er wordt eveneens een precieze berekening van het aantal door hen af te leggen kilometers per traject heen

en terug aangegeven.

Het Bestuur moet met de te volgen reisweg en afstand instemmen.

Het aantal toegekende kilometers heen en terug wordt naar het hogere cijfer afgerond.

De tussenkomst wordt beperkt tot de afstand berekend met het programma "Via Michelin" optie traject per fiets.

Dit programma geeft voorkeur aan de veiligste fietsroute.

#### **Artikel 86 Uitbetaling van de vergoeding.**

De begunstigde personeelsleden maken maandelijks een staat op waarin wordt aangeduid op welke dagen zij verplaatsingen per fiets hebben gemaakt.

Na controle wordt de betalingsdienst gelast met de vereffening van de vergoeding op basis van het aantal toegelaten kilometers, aangegeven het aanvraagformulier, en het aantal gebruiksdagen van de fiets. De vereffening moet tenminste iedere maand gebeuren.

De vergoeding mag geenszins hoger zijn dan de tussenkomst van de administratie voor de vervoerkosten en het zelfde traject met het openbaar vervoer.

#### **Artikel 87 Frauduleuze aangiften.**

Het betrokken personeelslid kan bij frauduleuze aangifte, buiten straffen en tuchtvorderingen, ertoe verplicht worden de onrecht ontvangen vergoedingen geheel of gedeeltelijk terug te betalen. Er kan hem daarenboven een tijdelijke of definitieve uitsluiting uit het stelsel van de fietsvergoeding worden opgelegd.

#### **B) Bijzondere regeling die door het Gewest gesubsidieerd wordt.**

##### **1. MIVB Gewest of MTB Gewest jaarabonnementen.**

#### **Beginsel.**

**Vanaf 1 januari 2018, zullen alle gemeenteamttenaren gratis toegang hebben tot het Brusselse openbaar vervoer door een MIVB-abonnement dat via een regionale subsidie volledig ten laste genomen word.**

**De toewijzing van deze abonnementen wordt dus aan de toekenning van de subsidie van het Gewest ondergeschikt gemaakt.**

**Enkel de MIVB derde-betaler rekeningen zullen door het Gewest terugbetaald worden.**

#### **Beoogd personeel.**

**Alle statutaire of contractuele gemeenteagenten die door de Gemeente, voor bepaalde of onbepaalde duur worden betaald en los van het gedeeltelijk of vol karakter van hun werktijd**

**De agenten in ziekteverlof, bevallingsverlof... kunnen van het derde-betaler abonnement genieten dat door het Gewest terugbetaald wordt.**

**De gesubsidieerde onderwijzers waarvoor de kosten van de abonnementen reeds door de Federatie Wallonië-Brussel terugbetaald worden, werden niet hernomen.**

**Ieder personeelslid waarvoor de kosten van abonnementen reeds ten laste worden genomen door een andere overheid die subsidieert of een toezichthoudende overheid wordt uitgesloten.**

#### **Soorten toegestane abonnementen.**

**- MIVB Gewest jaarabonnementen (tarief Gewest) die enkel op de 1e dag van de maand starten (291,50 € BTW inbegrepen op 01/10/2017).**

**- MTB Gewest Aandeel jaarabonnementen die enkel op de 1e dag van de maand starten (367,29 € BTW inbegrepen op 01/10/2017).**

**Het Gewest betaalt de kosten van het MIVB-abonnement in de prijs van het MTB-abonnement.**

Het MTB-aandeel is ten laste van de agent.

De derde-betaler overeenkomst is verplicht. (Gewest overeenkomst).

**Procedure.**

**a) Niet-geabonneerd MIVB personeel.**

Het bestuur bestelt de nieuwe abonnementen op de nieuwe codes Derde-Betaler Gewest (MIVB) en Gewest Aandeel (MTB) via de Business Portal van de MIVB.

Indien de begunstigde geen MOBIB-kaart heeft, dan zal deze besteld worden en met het abonnement gecombineerd worden.

De prijs van de kaart (5 € op 01/10/2017) is ten laste van het bestuur en wordt niet terugbetaald door het Gewest.

In geval van verlies, is de prijs van de nieuwe kaart ten laste van de agent.

In geval van diefstal, bevestigd door een attest van de politie, is de prijs van de nieuwe kaart ten laste van het bestuur.

**b) Reeds geabonneerd MIB-personeel (maandelijks, jaarlijks en MTB).**

Bestelling van de nieuwe abonnementen op de nieuwe codes Derde-Betaler Gewest (MIVB) en Gewest Aandeel (MTB).

**c) Personeel die van gecombineerd abonnementen geniet. (MIVB + NMBS/TEC...)**

Het is nodig om beide abonnementen op te splitsen.

Op de termijn van het gecombineerd abonnement, bestelling van nieuwe jaarabonnementen MIVB of MTB tegen het tarief Gewest en afzonderlijke bestelling door de agent van een NMBS of TEC abonnement.

## **2) Vergoeding gesubsidieerde door het Gewest voor het fietsgebruik voor woon-werkverkeer**

Het huidige reglement is toepasselijk voor de statutaire en contractuele personeelsleden, evenals het onderwijzend personeel dat door het gemeentebestuur wordt betaald.

Ieder personeelslid waarvoor de vergoeding reeds in last door een andere overheid die subsidieert of een toezichthoudende overheid wordt uitgesloten.

De in alinea 1 bedoelde personeelsleden die voor de verplaatsing van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk, en omgekeerd, gebruik maken van hun fiets en daarbij voor het traject in één richting tenminste één kilometer afleggen hebben recht op een vergoeding van 0,20 € per afgelegde kilometer.

Dit bedrag kan door beslissing van het Gewest geïndexeerd worden.

Het fietsen mag voorafgaan aan of volgen op aanvullend gebruik van gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen.

Dezelfde vergoeding is dus toegekend aan de personeelsleden die hun fiets gebruiken om zich van hun woonplaats naar een halte van het gemeenschappelijk vervoer of van de halte van het gemeenschappelijk vervoer naar hun werkplaats te begeven, voor zover het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer ertoe dient om zich naar de werkplaats te begeven en dat de afstand tussen de woonplaats of de werkplaats en de halte van het gemeenschappelijk vervoer minstens één kilometer bedraagt.

De vergoeding voor het fietsgebruik mag met de toekenning van een gratis MIVB abonnement gecumuleerd worden. Beide zullen door het Gewest voor zijn rekening genomen worden.

De toekenning van de vergoeding is voorbehouden aan de personeelsleden die binnen de maand

gedurende minstens 5 werkdagen hun fiets gebruiken.

**OF**

De toekenning van de vergoeding is voorbehouden aan de personeelsleden die het gebruik van de fiets gedurende minstens 5 werkdagen in de loop van een maand rechtvaardigen.

De betrokken personeelsleden moeten eerst een aanvraag voor het bekomen van deze fietsvergoeding indienen.

Zij vermelden de gedetailleerde opgave van de reisweg die zij zullen volgen en waarvan zij zich na aanvaarding strikt dienen te houden.

Er wordt eveneens een precieze berekening van het aantal door hen af te leggen kilometers per traject heen en terug aangegeven.

Het Bestuur moet met de te volgen reisweg en afstand instemmen.

Het aantal toegekende kilometers heen en terug wordt naar het hogere cijfer afgerond.

De tussenkomst wordt beperkt tot de afstand berekend met het programma "Via Michelin" optie traject per fiets.

Dit programma geeft voorkeur aan de veiligste fietsroute.

#### Uitbetaling van de vergoeding.

De begunstigde personeelsleden maken maandelijks een staat op waarin wordt aangeduid op welke dagen zij verplaatsingen per fiets hebben gemaakt.

Na controle wordt de betalingsdienst gelast met de vereffening van de vergoeding op basis van het aantal toegelaten kilometers, aangegeven het aanvraagformulier, en het aantal gebruiksdagen van de fiets. De vereffening moet tenminste iedere maand gebeuren.

#### Frauduleuze aangiften.

Het betrokken personeelslid kan in geval van onjuiste aangifte of bedrieglijke praktijken, buiten straffen en tuchtvorderingen, ertoe verplicht worden de onterecht ontvangen vergoedingen geheel of gedeeltelijk terug te betalen. Er kan hem daarenboven een tijdelijke of definitieve uitsluiting uit het stelsel van de fietsvergoeding worden opgelegd.

#### 3) Toekenning van een voetgangerspremie die door het Gewest voor de verplaatsingen woon-werkverkeer wordt gesubsidieerd.

Het huidige reglement is toepasselijk voor de statutaire en contractuele personeelsleden, evenals het onderwijzend personeel dat door het gemeentebestuur wordt betaald.

Ieder personeelslid waarvoor de voetgangerspremie reeds in last door een andere overheid die subsidieert of een toezichthoudende overheid wordt uitgesloten.

De in alinea 1 bedoelde personeelsleden die te voet de verplaatsing van hun verblijfplaats naar de plaats van hun werk, en omgekeerd en daarbij voor het traject in één richting tenminste één kilometer afleggen hebben recht op een premie van 0,20 € per afgelegde kilometer.

Dit bedrag kan door beslissing van het Gewest geïndexeerd worden.

De verplaatsing te voet mag voorafgaan aan of volgen op aanvullend gebruik van gemeenschappelijke openbare vervoermiddelen.

Dezelfde premie is dus toegekend aan de personeelsleden die zich te voet van hun woonplaats naar een halte van het gemeenschappelijk vervoer of van de halte van het gemeenschappelijk vervoer naar hun werkplaats begeven, voor zover het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer ertoe dient om zich

naar de werkplaats te begeven en dat de afstand tussen de woonplaats of de werkplaats en de halte van het gemeenschappelijk vervoer minstens één kilometer bedraagt.

De voetgangerspremie mag met de toekenning van een gratis MIVB abonnement gecumuleerd worden. Beide zullen door het Gewest voor zijn rekening genomen worden.

De toekenning van de voetgangerspremie is voorbehouden aan de personeelsleden die van een verplaatsing te voet gedurende 5 werkdagen in de loop van een maand rechtvaardigen.

De betrokken personeelsleden moeten eerst een aanvraag voor het bekomen van de voetgangerspremie indienen.

Zij vermelden de gedetailleerde opgave van de reisweg die zij zullen volgen en waarvan zij zich na aanvaarding strikt dienen te houden.

Er wordt eveneens een precieze berekening van het aantal door hen af te leggen kilometers per traject heen en terug aangegeven.

Het Bestuur moet met de te volgen reisweg en afstand instemmen.

Het aantal toegekende kilometers heen en terug wordt naar het hogere cijfer afgerond.

De tussenkomst wordt beperkt tot de afstand berekend met het programma “Via Michelin” optie traject te voet.

#### Uitbetaling van de premie.

De begunstigde personeelsleden maken maandelijks een staat op waarin wordt aangeduid op welke dagen zij verplaatsingen te voet hebben gemaakt.

Na controle wordt de betalingsdienst gelast met de vereffening van de premie op basis van het aantal toegelaten kilometers, aangegeven het aanvraagformulier, en het aantal dagen van verplaatsing te voet.

De vereffening moet tenminste iedere maand gebeuren.

#### Frauduleuze aangiften.

Het betrokken personeelslid kan in geval van onjuiste aangifte of bedrieglijke praktijken, buiten straffen en tuchtvoorwaarden, ertoe verplicht worden de onterecht ontvangen voetgangerspremie geheel of gedeeltelijk terug te betalen. Er kan hem daarenboven een tijdelijke of definitieve uitsluiting uit het stelsel van de voetgangerspremie worden opgelegd.

#### Slotbepalingen.

De prioriteit zal aan de nieuwe werktuigen van mobiliteit van het gewest gegeven worden (MIVB-abonnementen, fietsvergoeding en voetgangerspremie).

De terugbetaling van de MIVB-abonnementen, fietsvergoedingen en voetgangerspremies zal in de loop van het volgende begrotingsjaar op basis van bewijzen gebeuren die door het Gemeentebestuur en OCMW aan het Gewest worden ingediend. De terugbetaling zal volledig aan het Gemeentebestuur gebeuren dat het bedrag bestemd voor het OCMW zal doorstorten.

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 26 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 21 december 2017

De Gemeentesecretaris,  
Bij opdracht,  
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,

Philippe Jacques

Christophe Magdalijns